BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

IV^E REPUBLIQUE

TROISIEME LEGISLATUREDE TRANSITION

Session permanente 2023

ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE TRANSITION

COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE (CAEDS)

RAPPORT POUR AVIS

DOSSIER N°066 : RELATIF AU PROJET DE LOI PORTANT REGLEMENTATION DU SYSTEME DE RECEPISSE D'ENTREPOSAGE DE PRODUITS AGRICOLES

Présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, de la défense et de la sécurité (CAEDS) par le député **Edouard Pawindé SAVADOGO**, rapporteur.

Octobre 2023

L'an deux mil vingt-trois et le lundi 16 octobre de 09 heures 12 minutes à 10 heures 40 minutes, la Commission des affaires étrangères, de la défense et de la sécurité (CAEDS) s'est réunie en séance de travail, sous la présidence du député Daniel ZOUNGRANA, Président de ladite Commission, à l'effet de donner son avis sur le projet de loi portant règlementation du système de récépissé d'entreposage de produits agricoles.

La Commission a organisé une séance d'appropriation du projet de loi, le lundi 18 septembre 2023 de 09 heures 25 minutes à 11 heures 30 minutes.

Auparavant, le député Edouard Pawindé SAVADOGO a été désigné rapporteur de la CAEDS pour prendre part aux travaux de la Commission du développement durable (CDD), saisie au fond. Ces travaux se sont déroulés le lundi 25 septembre et le samedi 14 octobre 2023 sous la présidence du député Moussa KONE, Président de ladite Commission.

Outre, la CAEDS, les commissions générales saisies pour avis étaient représentées ainsi qu'il suit :

- Commission du genre, de la santé de l'action sociale et humanitaire (CGSASH), par le député Wendpouiré Patrice Laurent GUIGUIMDE ;
- Commission des finances et budget (COMFIB), par le député Mahamady OUEDRAOGO ;
- Commission des affaires générales, institutionnelles et des droits humains (CAGIDH), par le député Basile NANA.

L'ordre du jour a porté sur les points ci-après :

- compte rendu des travaux de la CDD,
- appréciation et avis de la Commission.

I- COMPTE RENDU DES TRAVAUX DE LA CDD

Le rapporteur a livré le compte rendu en deux points :

- audition du Gouvernement,
- débat général.

I-1. AUDITION DU GOUVERNEMENT

Le Gouvernement était représenté par monsieur Amadou DICKO, Ministre délégué auprès du Ministre de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques, chargé des ressources animales. Il était assisté de ses collaborateurs et des représentants du ministère de la Justice et des droits humains, chargé des relations avec les institutions.
Il a présenté l'exposé des motifs autour des points suivants :

- contexte et justification ;
- processus d'élaboration du projet de loi ;
- présentation du projet de loi.

Ces différents points sont développés dans le rapport de la CDD.

I-2. DEBAT GENERAL

Au terme de l'exposé du Gouvernement, les commissaires ont exprimé des préoccupations dont les principales ont porté sur :

- la définition du terme « produit agricole sous douane » ;
- l'assujettissement de la délivrance des duplicatas de récépissés au paiement de frais et la personne qui en supporte la charge ;
- les avantages et les inconvénients du warrantage pour le monde rural, les coopératives et associations féminines et de jeunesse ;
- la définition du terme « clause expresse à ordre » ;
- la définition d' « un endossement ferme et indivisible » ;
- les dispositions prises pour ajuster périodiquement les valeurs déclarées des marchandises stockées dans les entrepôts privés aux primes déjà payées par les entreposeurs ;
- la prévision par le Gouvernement d'un plan d'accompagnement des organisations paysannes pour la construction de nouveaux entrepôts dans le cadre du warrantage communautaire ;
- la prévision d'un plan de réfection des entrepôts qui existent déjà au profit des organisations paysannes ;
- la non implication des organisations paysannes et certains partenaires à l'élaboration du présent projet de loi ;

- l’implication des banques, des établissements financiers et des compagnies d’assurance dans le processus d’élaboration de la présente loi ;
- la prévision par le Gouvernement d’un plan de communication sur le présent projet de loi à l’endroit du monde agricole ;
- la possibilité de mélange des produits agricoles fongibles de même genre et de même qualité ainsi que les difficultés de gestion de la copropriété;
- l’avis du Gouvernement sur la catégorisation des agréments de gestionnaire d'entrepôts selon les types de produits agricoles, les capacités de stockage et la détermination des cahiers de charges en fonction des catégories sollicitées par les promoteurs ;
- les dispositions prises par le Gouvernement pour garantir un niveau de sécurité élevé au récépissé d’entreposage ;
- l’adoption par le Gouvernement en Conseil des ministres du décret portant attributions, organisation et fonctionnement de l’organe de régulation prévu à l’article 24 en lieu et place d’une structure administrative ad hoc ;
- les types de produits « agricoles d’exportation, d’importation ou locaux »auxquels s’appliquent la loi,
- la probable création par le Gouvernement d’un fonds de lissage pour garantir la stabilité des prix ;
- la probable élaboration par le Gouvernement d’une grille d’honoraires des gestionnaires agréés des entrepôts pour les produits agricoles ;
- l’élaboration par le Gouvernement d’un barème de prise en charge des frais d’intervention de l’inspecteur d’entreposage ;
- les outils permettant de vérifier que le stock du déposant n’a pas déjà fait l’objet d’un gage sans dépossession avant le dépôt ;
- la prise en compte du taux d’humidité de certaines céréales pour une gestion efficace des stocks à l’entrée et à la sortie des entrepôts ;
- la possibilité qu’un même stock de produits agricoles fasse l’objet de plusieurs gages ;
- la compétence territoriale « communale, provinciale, régionale ou nationale » des inspecteurs d’entreposage ;
- le caractère financier du warrantage ;
- le caractère inopiné de l’inspection d’entreposage ou à la demande du gestionnaire d’entrepôt ;

- l'incidence de la règlementation de l'entreposage sur le budget de l'Etat ;
- les raisons de la non internalisation des actes uniformes OHADA et l'opportunité de procéder d'abord à son internalisation avant de songer à l'adoption de ce projet de loi ;
- la stratégie nationale du warrantage ;
- la mise à disposition par le Gouvernement de statistiques plus récentes concernant la tierce détention ;
- la répartition par région des 44 982 bénéficiaires énoncée dans l'exposé des motifs ;
- les produits agricoles les plus concernés par le warrantage ;
- le mécanisme d'accompagnement à la base ;
- l'obligation qui pourrait être faite aux gestionnaires ou propriétaires d'entrepôts de souscrire à une assurance contre les dommages quand on sait que les produits agricoles sont par nature périssables ;
- les différents types de produits agricoles qui pourront faire l'objet de warrantage dans le cadre du présent projet de loi ;
- la possibilité pour un produit halieutique ou faunique d'être considéré comme un produit agricole et de ce fait, susceptible de warrantage en considération de l'article 3 du présent projet de loi qui prend en compte les produits halieutiques ou fauniques dans la définition de « produits agricoles » ;
- l'introduction de la localisation des magasins d'entreposage sur l'ensemble du territoire national dans un Système d'information géographique (SIG) pour plus de transparence ;
- l'informatisation du registre central dans lequel sera enregistré le récépissé d'entreposage comme énoncé à l'article 9 du présent projet de loi ;
- l'assurance que le Gouvernement peut donner à la representation nationale que le présent projet de loi qui est très technique ne connaitra pas de difficultés d'application au niveau des acteurs concernés ;
- l'aménagement de sites précis pour la construction des entrepôts de warrantage à la différence des autres entrepôts construits en pleine habitation ;
- la possibilité pour les producteurs de confier leurs produits agricoles aux gestionnaires d'entrepôts qui, désormais, auront l'obligation de souscrire à une assurance, qui implique de facto la hausse du coût d'entreposage ;

- les normes et les textes qui prévoient pour tout gestionnaire d'entrepôts de disposer de magasin d'entreposage de produits agricoles conformément aux normes établies en la matière aux termes de l'article 28 ;
- la possibilité pour les communes rurales de construire des magasins de warrantage dans certains villages dans le cadre du développement de l'économie rurale ;
- les critères d'obtention du récépissé d'entreposage ou de warrantage ;
- l'historique du warrantage au Burkina Faso et les pays qui l'ont appliqué avec succès ;
- les garanties attachées aux produits agricoles au moment de la délivrance du récépissé ;
- la date de création et la description de la composition de l'organe de régulation vu que l'alinéa 3 de l'article 24 ne traite que des attributions, de l'organisation et du fonctionnement dudit organe ;
- la prise en compte des mécanismes de protection contre les incendies et même le contexte sécuritaire en référence aux conditions de protection à l'article 27.

II- APPRECIATION ET AVIS DE LA COMMISSION

Après examen du projet de loi et analyse du compte rendu du député rapporteur, la CAEDS estime que l'adoption du présent projet de loi permettra :

- de mettre à la disposition des acteurs du secteur agricole un cadre juridique approprié à même d'améliorer le climat des affaires dans ledit secteur ;

- de promouvoir l'entreposage professionnel des produits agricoles et de faciliter l'accès des populations rurales au crédit et aux services financiers ;

- d'assurer la disponibilité et la sécurité des produits agricoles de qualité.

Par conséquent, la CAEDS émet un avis favorable à l'adoption du présent projet de loi.

Ouagadougou, le 16 octobre 2023

Le Président

Daniel ZOUNGRANA

Le Rapporteur

Edouard Pawindé SAVADOGO

LISTE DE PRESENCE DES DEPUTES DE LA COMMISSION A LA SEANCE D'ADOPTION DU RAPPORT
LE LUNDI 16 OCTOBRE 2023

N°	NOM ET PRENOMS	GROUPE CONSTITUE	QUALITE
1.	**ZOUNGRANA Daniel**	FDS	**Président**
2.	**THIOMBIANO Y. Fayçal Harold**	FDS	**1er Secrétaire**
3.	**SAWADOGO Moussa**	FVR	**2e Secrétaire**
4.	BIKIENGA Boubacar	FDS	Membre
5.	COULIBALY Sié François d'Assise	PDCE	Membre
6.	GANSONRE Marc Bertin	OSC	Membre
7.	OUEDRAOGO/COMPAORE Sabine	OSC	Membre
8.	SAVADOGO Pawindé Edouard	PDCE	Membre
9.	TRAORE Boureima	FVR	Membre

LISTE DE PRESENCE DES DEPUTES ABSENTS EXCUSES DE LA COMMISSION A LA SEANCE D'ADOPTION DU RAPPORTLE LUNDI 16 OCTOBRE 2023

N° D'ORDRE	NOM ET PRENOM(S)	GROUPE CONSTITUE	QUALITE	ABSENTS EXCUSES
1.	TRAORE Thomas	PP	Vice-Président	Absent excusé
2.	BAKO Wilfried Prosper	PP	Membre	Absent excusé
3.	COULIBALY Sibiri	FDS	Membre	Absent excusé
4.	DIALLO Ousmane	PP	Membre	Absent excusé
5.	SOMA Abdoulaye	PP	Membre	Absent excusé

LISTE DE PRESENCE DU PERSONNEL

N°	NOM ET PRENOMS	QUALITE
1.	ZABSONRE Issouf	Conseiller technique
2.	NASSA Etienne	Administrateur parlementaire
3.	OUEDRAOGO ZAMPALEGRE Aïcha	Administrateur parlementaire
4.	BARRO/OUEDRAOGO Habibou W.	Secrétaire de direction
5.	GUIENE Steven	Agent de liaison